

Lettre ouverte aux collègues

Chers et chères Collègues!

Chers et collègues des Jobcenters. Depuis sept semaines mes critiques publiques font des remous. Je suis étonnée que sept semaines sont déjà passées. J'ai l'impression d'avoir commencé mon action hier ou avant-hier. Des semaines avec des hauts et des bas. Mais aussi des semaines où j'ai beaucoup appris, surtout au niveau intellectuel. Des expériences que je ne regretterai jamais et qui me resteront pendant toute ma vie. . J'ai connu beaucoup de réactions positives mais naturellement aussi des refus. Je le savais d'emblée, mais je suis reconnaissante des critiques venues de nos propres rangs. Les critiques constructives, si elles sont ainsi, sont enrichissantes et méritent bien d'être débattues.

Vos nombreux courriels et vos prises de position publiques me montrent que la tension monte dans les différents Jobcenter. Qu'une prise de conscience est en train de s'y développer. Mais ils me montrent aussi que la peur de représailles venant de l'hierarchie et que la peur de la perte de son emploi et les peurs existenciales ne sont pas à négliger. Et je pense que je ne suis pas dans l'erreur en constatant que ces peurs sont tout à fait justifiées. Mon propre "cas" en est la parfaite illustration. Néanmoins, je me demande quel en est le prémissse? Qu'est-ce qui prévaut: ma propre existence ou l'existence d'une vie respectable pour des millions de demandeurs d'emploi. Qu'est-ce qui compte le plus? Et n'est-il pas plus important de réclamer un État de Droit tel que nous citoyens le méritons?

Naturellement, j'ai aussi réfléchi pourquoi agissez-vous de la façon que nos ayants-droits maltraités dénoncent. Est-ce exécuter purement et simplement des consignes, est-ce la peur d'être soumis à des représailles, est-ce de l'impuissance, est-ce un déni ou s'agit d'actes conscients. Je crains qu'il ne s'agisse d'un mélange de toutes ces raisons. Je tiens à exprimer clairement ici que je n'ai jamais parlé de vous autres en tant que collectif. Je parle de collègues en particulier qui exécutent des consignes, sans aucun état d'âme. Je connais de nombreux collègues qui sont engagés, plein d'empathie, qui essaient dans le cadre de leurs moyens d'agir dans l'intérêt de leurs "clients". Aussi longtemps qu'ils le peuvent et que leurs forces le leur permettent. Des collègues m'ont écrit entre autres que le "système Hartz est inhumain, anticonstitutionnel, asocial, qu'il détruit les collègues concerné(e)s et les demandeurs d'aides. Ils essaient de rester eux-mêmes tant que leurs forces le leur permettent. Et c'est ici le point déterminant, tant que leurs forces le leur permettent. Eux aussi sont soumis aux pressions de leur hierarchie et de nous, leurs collègues. Au lieu d'agir contre ces faits, ces collègues sont exposés à divers harcèlements (mobbing et bossing). Et le jugement de leurs activités professionnelles s'en ressent alors qu'ils méritent bien un jugement équitable.

Bien sûr, moi aussi j'ai orienté sur des places à 1 euro. Un jeune homme, à sa demande expresse. Je lui ai évidemment expliqué en long en large et en travers la teneur de ce placement à 1 euro, et qu'il n'y avait aucune chance pour lui qu'il en résulte un emploi pleinement rémunéré ou une opportunité de formation professionnelle. Ce jeune homme est néanmoins satisfait de sa situation actuelle. Il se sent utile et socialement reconnu. À sa demande cette mesure fut reconduite. Mais il ne s'agit pas là d'une solution pour l'avenir.

Et dans le passé, j'ai aussi décidé des sanctions. Mais la réplique courante, je ne le savais pas, ne compte pas, même pour moi. Une bêtise que je regrette d'autant plus aujourd'hui car j'ai enfin compris ce que cela provoquait. J'ai demandé personnellement à ces personnes de me pardonner et j'ai essayé d'engager le dialogue. Entre temps, les raisons pour lesquelles ces

rendez-vous n'ont pas eu suite me sont connues. Il s'agit de personnes que je n'ai pas pu avoir en face de moi. Les raisons de leur absence: la peur de l'administration jobcenter , la peur envers une nouvelle responsable pour le placement qui elle aussi ne leur proposerait qu'une place à 1 euro. Une responsable qui elle aussi ne ferait que pression sur eux comme les responsables précédents. Des jeunes personnes brisées. Des réponses de jeunes personnes qui ont encore un long futur devant elles. J'ai eu grande honte, et l'ai exprimé clairement.

Et c'est ici que commence ma critique. On réalise des actions où la réflexion est inexistant. Oui, nous avons des consignes. Mais nous avons aussi notre propre tête, et j'espère aussi un coeur et une conscience. Et c'est exactement ce que je recherche. Pourquoi me dites-vous, à moi responsable de travail social, que sans pressions, il est impossible de faire venir les chômeurs. Est-ce vraiment le cas? N'avez pas appris au cours de vos études qu'une pression induit une pression contraire? Que les pressions, dans les cas où l'existence est menacée, déclenchent des peurs qui mènent à de lourdes dépressions. Et que ces dépressions contrecarrent toute volonté d'agir. Les dépressifs se terrent dans leur foyer. Il leur manque la force de se lever, et de laisser entrer la lumière en leur esprit. Ces sentiments sont si forts qu'ils préfèrent subir une réduction de leurs droits. Un cercle vicieux se déclenche. Mais seulement chez la personne touchée. Comment réagissons nous en tant que Jobcenter? Nous faisons suivre suivre la prochaine sanction jusqu'à la sanction totale. Les suites, nous les connaissons bien. Il nous est facile de faire un entretien de sanction et de remplir ensuite le formulaire de sanction et de le poster. Quinze minutes de travail administratif contre une vie.

Chères et chers collègues, vous ne devez pas être du même avis que moi, mais je vous prie instamment, faites votre introspection, réfléchissez et essayez de réaliser ce que vous ressentiriez si l'on vous traitait de cette façon. C'est très facile. Réfléchissez tout simplement ce que vous ressentez quand vous vous plaignez dans vos Jobcenter et les suites que cela a pour vous. La situation des demandeurs est pareille. Ils ont un droit de vie tel que nous le désirons pour nous. Il y a aucune différences entre les personnes des deux cotés du bureau et il ne doit pas y en avoir. Demain, nous mêmes pourrions être dans cette situation. Nous sommes les acteurs. même s'il nous paraît que les pressions viennent de Berlin ou Nuremberg ou de nos rangs. Non ce n'est pas le cas. Nous sommes pleinement responsables de nos actions et de sentiments. Si ce n'était pas le cas nous serions des automates. Et je propose donc que nous tenions le silence pendant une minute le 2 mai à 11 h 55 pour tous ces demandeurs d'emploi que nous avons poussé à la misère, avons humilié et à qui nous avons refusé la dignité. Je me réjouis par avance de vos réactions. Merci beaucoup. Et dans cet esprit,

Je vous adresse mes salutations collégiales.

Inge Hannemann